

ETIEMBLE

**Quarante ans  
de mon  
maoïsme**

(1934-1974)

*nrf*

GALLIMARD



26.5

56.00

i





*Pour*  
JACQUES DARS,  
*parce qu'il n'a jamais donné*  
*dans ces billevesées.*



## PRÉFACE

*Le 15 mai 1975, Le Monde m'apprenait que, lors du banquet offert par l'Élysée pour Teng Siao-ping, ou Teng Hsiao-p'ing, ou T'eng Hsiao-ping ou Deng Xiaoping ou Teng Siao-p'ing, ces deux dernières transcriptions étant seules recevables en France : la première, parce qu'elle représente le pinyin adopté à Pékin ; la seconde, parce qu'elle est conforme aux normes de l'École française d'Extrême-Orient, on invita « les personnalités qui, à un moment ou à un autre, ont joué un rôle dans les relations franco-chinoises : de M. Edgar Faure qui prit en 1963 les premiers contacts pour les relations diplomatiques avec Pékin, mais s'abstint d'applaudir le vigoureux discours de M. Teng Hsiao-ping, à MM. Alain Peyrefitte et Étienne Manach ». Comme je n'ai pas eu connaissance de la liste officielle des invitations, je ne saurais dire si vraiment l'Élysée avait accueilli toutes les personnes, ou personnalités, qui répondaient ou répondissent à la définition du Monde. Je puis toutefois en signaler deux, qui me touchent de près, et qui ne furent pas du banquet : Jean Louverné, secrétaire des Amis du peuple chinois en 1934, chargé du bulletin Chine; et puis un certain Etienneble qui, dès son retour de Pékin, en 1957, envoyait à M. Seydoux un rapport de huit pages, où il dressait le bilan de ce voyage d'études organisé par les Amitiés franco-chinoises que présidait alors M. Jean Dresch. Ambassadeur de France, M. Seydoux était alors Directeur général des Relations culturelles. A la suite de quoi, selon les vœux alors de Pékin, naquit une Association France-Asie, plus tard rebaptisée*

France-Chine, dont le premier président provisoire fut M. Pierre Auger, ancien Directeur de l'Enseignement supérieur à la Libération, et professeur à la Sorbonne. La première séance se tint au ministère des Affaires étrangères, le 13 mars 1959. On devait en particulier désigner le bureau définitif. A l'issue de cette réunion, M. Pierre Auger ayant souhaité être déchargé de ses fonctions, ce fut Alfred Sauvy qui devint président ; Pierre Auger acceptait néanmoins d'être l'un des vice-présidents ; j'étais le second des trois prévus par les statuts. Cette élection eut lieu, au ministère des Affaires étrangères, le 16 novembre 1959. Quatre vice-présidents furent élus. MM. Auger, Etienne, François, Porchez. C'est également ce jour-là que l'Association devint France-Chine, et sollicita une audience du ministre des Affaires étrangères, M. Couve de Murville.

Celui-ci l'accorda, et nous demanda de nous rendre à Berne, voir les Chinois de l'ambassade. Prévenu que j'étais que nous irions à Canossa, je me récusai. Quelqu'un s'y rendit. Ce fut en effet Canossa. Les Chinois n'étaient point dans leur tort. Quand je revins de Chine, où seul mon âge m'avait conféré la charge de président d'une délégation qui était composée de savants sinologues, tels que Vadim Elisséeff, Jacques Gernet, Yves Hervouet, d'un spécialiste du syndicalisme chinois, Jean Chesneaux, et d'un sinisant factotum, moi-même, il était entendu que les propositions qu'en 1957 nous étions chargés de transmettre n'étaient que provisoires ; elles exprimaient les vœux de Pékin en 1957, au moment des Cent Fleurs, ces Cent Fleurs qui se flétrissaient à l'heure même où nous prenions l'avion du retour. La temporisation et la mauvaise volonté du ministre alors socialiste des Affaires étrangères ne me permirent pas de mettre sur pied, immédiatement et sans délai, l'Association alors souhaitée par les autorités de Pékin. Lorsque, grâce au général de Gaulle, nous pûmes réactiver l'affaire, les Chinois avaient les dents plus longues, et désiraient la reconnaissance, reconnaissance à laquelle, dans mon rapport du 26 juillet 1957, je regrettais que la France ne pensât point.

Malgré l'échec de ce premier voyage à Berne, et grâce une fois encore à la politique du général de Gaulle, un entretien discret y fut organisé, un peu plus tard, entre les représentants de l'ambas-

sade de Chine, un membre de notre ambassade à Berne, et (sur la demande expresse du gouvernement chinois) un certain Etiemble, ennemi notoire du peuple chinois, si j'en crois les Ombres chinoises de Simon Leys. Page 243, je lis en effet, avec délectation, le dialogue suivant entre Simon Leys et un certain W., « fonctionnaire assez haut placé dans un ministère de Pékin ».

W. : Et Etiemble ? Que pensez-vous d'Etiemble ?

MOI (*un peu interloqué, ne voyant pas — ou plutôt voyant trop bien — où il voulait maintenant en venir* : Etiemble a lutté constamment pour de grandes idées justes et nécessaires : par exemple, la nécessité d'élargir notre culture et de l'ouvrir à toutes les autres cultures de cette planète. C'est un humaniste et un homme libre : il n'est à la solde d'aucun pouvoir et dit ce que lui dicte sa conscience. Même ceux qui ne sont pas d'accord avec certaines de ses idées, devraient s'incliner devant le courage avec lequel il nage à contre-courant des modes et des préjugés...

W. (*sévère*) : Etiemble, il n'y a pas longtemps, il a très mal parlé de la Chine. Très mal. Il a calomnié la Chine. Il n'est pas le seul d'ailleurs...

MOI (*avec chaleur*) : Franchement cette notion des « amis qui parlent bien de la Chine » et des « ennemis qui parlent mal de la Chine » me remplit de désarroi et de désespoir. J'ai trop souvent l'impression que la Chine est devenue incapable de distinguer qui sont ses véritables amis et qui, ses véritables ennemis : trop souvent elle encourage et récompense les flatteries de personnages notoirement équivoques, opportunistes et vénaux, et qualifie de « calomniateurs » des gens qui, mus par un amour désintéressé de la Chine, n'hésitent pas, dans son intérêt et à leurs propres risques, à formuler leurs critiques avec sincérité. [...] Voyez, dans le cas de Lin Piao, y a-t-il un seul de ces « amis » qui n'ait pas été son admirateur enthousiaste jusqu'au dernier jour de sa carrière (et même un peu au-delà pour les moins subtils d'entre eux) ?

Ainsi donc M. W. oubliait qu'avant le voyage d'Edgar Faure en Chine, un homme qui depuis trente ans défendait la cause de Mao traqué, puis celle de Mao vainqueur, avait été nommément désigné, bien qu'il ne fût pas diplomate, comme interlocuteur indispensable dans les négociations confidentielles et préalables à la reconnaissance ; l'ennemi du peuple chinois, son « calomniateur » attiré, sinon appointé : moi. M. W. ne s'est pas demandé une seconde si celui qui dès 1969 attaquait durement Lin Piao, en demandait l'éviction, et celle de sa clique, n'était pas un ami plus lucide et plus sûr que ceux qui jusqu'à la vingt-cinquième heure encensèrent ce soudard, fanatique et peut-être conspirateur, qui n'aspirait qu'à constituer, comme naguère Yuan Che-kai, une dynastie d'origine militaire. Non. J'avais formulé des réserves, obtenu, après quels combats !, qu'un grand hebdomadaire français rompît le silence que les maos de service avaient réussi à organiser contre Les Habits neufs du Président Mao. J'étais donc devenu un « ennemi », un « calomniateur ».

Plus tard, ceux qui auront accès aux archives des Affaires étrangères y trouveront les preuves écrites de ce que je ne puis affirmer ici que sur l'honneur, valeur féodale, esclavagiste, et qui me déshonore puisque j'ose en faire état.

Mais, le 12 mai 1975, les pauvres et sans doute honnêtes maos de la Sorbonne, qui barbouillaient l'escalier C d'affiches célébrant l'arrivée en France de Teng Siao-p'ing, et le front commun sino-français contre les superpuissances : la Russie, les États-Unis, se gardaient bien de révéler à leurs ouailles que l'émissaire chinois voulait persuader la France de constituer avec l'Europe capitaliste et les États-Unis un bloc homogène, capable de faire échec à l'Union soviétique et, le cas échéant, d'ouvrir un second front le jour du conflit sino-russe. Ils taisaient pieusement, d'autre part, que ce Teng-là n'était qu'un fils de riche propriétaire foncier, un faussaire, un escroc, un arriviste, un brigand, un ancien secrétaire général du Parti chinois, exclu et tout juste bon à descendre, jusqu'à ce qu'il pue. Telles furent en effet les gentillesse entassées dans la fiche dressée sur Teng Siao-p'ing par les vaillants gardes rouges. Les nôtres auraient pu la lire dans Revo Cul dans la Chine Pop,

livre de poche, et donc à leur portée. Mais vous ne voudriez pas que ces champions un peu tardifs de Teng lisent les livres inscrits à l'Index de Pékin ! Et honte sur moi qui, dès la fin de 1973, annonçais dans une conférence la remontée probable aux plus hautes fonctions de ce voyou, de ce bandit, de ce moins que rien... ce membre de la clique Lieou Chao-k'i, qui m'a paru digne de respect depuis que je sais que dès 1956 il avait eu le courage et l'intelligence de condamner le catéchisme maoïste, substitué là-bas à toute autre forme de réflexion. Pour avoir trop tôt fait cas de Teng Siao-p'ing, et condamné Lin Piao, me voilà donc devenu un « ennemi », un « calomniateur » de cette Chine à qui je dois tant et qui, j'oserai le dire, me doit un petit quelque chose : ne serait-ce que la part que j'ai prise à sa reconnaissance officielle.

Lorsqu'en 1936 je rompis avec les staliniens, et avec Sartre en 1952 parce qu'à son tour il devenait solidaire d'un P.C. français qui affirmait que les médecins juifs voulaient assassiner le Père des Peuples, j'eus contre moi tous les aboyeurs officiels. Après le rapport Rouchiov, je fus invité par l'Université de Moscou ; quatre ans plus tard, par l'Académie des Sciences. Depuis lors, il y eut les coups de Budapest et de Prague, que j'ai condamnés, me condamnant à ne plus mettre les pieds en Russie. Si le temps m'en est accordé par ma santé, qu'est-ce qui m'interdit d'espérer que les successeurs de Mao, à leur tour, comprendront que je ne me suis séparé que d'une idole et ce, pour mieux servir la cause d'une révolution plus que toute autre nécessaire, celle exceptée de l'Inde ? Et que j'aurai la joie de revoir reflourir quelques-unes au moins des Cent Fleurs ?

Voici donc mon « autocritique », ou mon « examen de conscience » — tel je suppose que l'attend de moi M. W., haut personnage d'assez bas niveau mental ou moral. Saura-t-il me lire ? A la vérité, peu me chaut. Les hommes de sa trempe ne savent que se tromper, et que tromper les peuples. J'ai choisi de ne tromper ni les peuples, ni les princes qui, sous divers déguisements, me rappellent Tseu-hi, Wou Tsö-t'ien, Ysabeau de Bavière, Catherine de Russie (célébrons ainsi l'année de la femme). Quand je me trompe, je l'avoue. Ce qu'on verra dans les pages qui suivent.



*Deux pékinologues  
en 1934-1936*



*En février 1934, un savant, alpiniste et sinologue, qui avait ainsi trois raisons de toucher l'esprit, le corps et le cœur d'un certain Jean Louverné, pensionnaire de la Fondation Thiers, fut par celui-ci convié à offrir aux étudiants hébergés Rond-Point alors Bugeaud un bilan de son dernier voyage dans la Chine de Tchang Kai-chek. Comme on l'avait chargé de préparer avec le poète occidentaliste et communisant Tai Wang-chou un numéro spécial de Commune, organe de l'A.E.A.R. (Association des écrivains et artistes révolutionnaires), et pour une grande part consacré à la Chine révolutionnaire, Jean Louverné nota scrupuleusement les propos de cet expert. Propos tenus en tout petit comité (une douzaine de personnes).*

*Ce témoignage ne parut pas dans le numéro de mars-avril de Commune. J'avoue ne me souvenir que vaguement des raisons qui m'ont permis de le retrouver inédit dans les archives de ce Jean Louverné. Soit sous son nom, soit sous ses initiales, soit anonymement, il faut avouer que ce jeune « pékinologue », ainsi qu'on ne disait pas encore, occupait une part déjà impériale de la section chinoise : il s'étalait ou se cachait de la page 681 à la page 718, pour réapparaître aux pages 743-755, ne laissant à Pen-Pai et Vaillant-Couturier que les pages 719-742. Je crois aussi pouvoir déclarer sans trahir un secret d'État que le sinologue, alpiniste et juriste en question, après avoir pris connaissance du « témoignage » qu'il avait porté (et bien que ledit Jean Louverné lui eût lâchement*

*garanti l'anonymat aux dernières lignes de ce texte), préféra qu'il ne parût point : on aurait pu l'identifier, ce qui lui paraissait en ce temps-là gênant, vu sa situation en Chine.*

*Voici le texte :*

## TÉMOIGNAGE

Si quelqu'un, revenant de Chine en février 1934 confiait à ses amis des impressions toutes crues :

« Tout en reconnaissant que le gouvernement de Nankin a organisé quelques bons services d'auto-cars entre Nankin et Han-Chéou ainsi que plusieurs lignes aériennes régulières : Pei-Ping Turkestan, Pei-Ping Chang-Hai, et Canton Chang-Hai, il faut hélas confesser qu'il n'a pas amélioré l'état moral et spirituel de la Chine. Les préjugés de clan et de province combinés aux attachements provisoires à celui qui paie le plus cher tiennent lieu d'idéal et de patriotisme; les ennemis de la veille se réconcilient autour d'un chèque; le dilettantisme use les forces du pays. Ceux même qui crient le plus fort : " Nous voulons que la Mandchourie devienne notre Alsace Lorraine " s'imaginent avoir assez fait en proclamant cette volonté et que la vertu magique de cette parole restituera la province perdue... Ils sauvent la face et se croisent les bras.

« Aussi, voyez-vous, la mystique du Kouo Min Tang a vécu. On obéit encore au gouvernement, mais le cœur n'y est plus; les fonctionnaires civils et militaires se sont révélés si corrompus ou, en tout cas, si corruptibles, que cette désaffection ne peut surprendre. Ajoutez que ceux qui ne sont pas pourris se rachètent par une ignorance crasse, que certains petits jeunes gens chargés d'administrer le Sin Kiang ou le Thibet seraient bien empêchés de situer au juste ces provinces sur une carte.

« S'il fallait que le Kouo Ming Tang rendit aujourd'hui des comptes, le bilan se solderait par une faillite, plus désastreuse

encore que celle qui marqua la fin de la dynastie Mandchoue. »

Quelqu'un ayant alors posé la question nécessaire : « Et le communisme, en Chine ? », voici quelle fut la réponse :

« En face de ce gouvernement, les provinces soviétisées. Oh, ne nous en exagérons pas l'importance; elles n'occupent pas plus de la vingtième partie du territoire chinois. Mais il faut bien reconnaître qu'elles possèdent une armature solide et saine. Les fonctionnaires sont des honnêtes gens qui au demeurant n'ignorent pas que la moindre malversation, que le plus bénin trafic d'influence sont immédiatement punis de mort.

« Certes il ne manque pas de gens bien informés pour vous raconter les horreurs commises par les bandits rouges dans les régions qu'ils infestent. Excusez-moi de vous avouer que c'est sans doute dans ces régions maudites qu'on vit le plus tranquille. Mais encore une fois, n'exagérons rien; on ne vit tranquille que sur la vingtième partie du territoire chinois.

« L'idéologie communiste, par contre, s'infiltré un peu partout. Bien que le gouvernement de Nankin sévise sévèrement, la Chine tout entière se porte d'enthousiasme vers la mystique collectiviste; des jeunes filles de grandes familles quittent les leurs et le luxe de leur enfance pour mener au combat la masse des travailleurs; il y a surproduction de vierges rouges.

« A vrai dire cette vogue du communisme n'a rien qui puisse nous surprendre; dans ce pays de 400 millions d'habitants qui devrait au plus en nourrir 150 millions, la misère et l'ignorance s'associent pour empêcher une restriction — pourtant indispensable — de la natalité. Je vous ai déjà dit que le gouvernement national n'a pas su changer, sinon pour l'aggraver, la situation des classes déshéritées; qu'importe au bien-être du kou-li la création de trois ou de quatre lignes aériennes ?

« Et ne croyez-vous pas que nous autres Européens avons favorisé cet essor du communisme ? Notre politique de canonniers et de " passe-moi la moutarde " a fini par exaspérer les Chinois les plus apathiques; nous ne comprenons rien à ces gens-là. Nous les jugeons avec une étroitesse d'esprit avec qui la malveillance japonaise peut seule rivaliser; il s'est trouvé à

Chang-Hai des avocats européens capables de machiner de toutes pièces fausses des scandales destinés à discréditer les Jaunes; les mêmes étrangers qui reprochent aux Chinois de manquer totalement de sens national et qui font argument de ce défaut pour justifier leurs exactions crient au scandale dès que les bandits manifestent la moindre velléité de patriotisme, parce que ce sentiment contrarie leurs petits projets égoïstes; les Japonais suscitent des troubles afin de pouvoir ensuite intervenir.

« Européens et Japonais ont la vue courte; ils veulent considérer les Chinois comme des individus inférieurs. Qu'ils ne se méprennent pas; les Chinois sont intelligents, très intelligents, trop intelligents peut-être. Car leur dilettantisme naît sans doute d'un excès d'intelligence; mais assurément assez intelligents pour se rendre compte du jeu des puissances impérialistes...

« C'est pourquoi la Chine incline vers le communisme; le jour est proche où elle ne sera plus une colonie; le flot monte, irrésistible... »

Si quelqu'un revenant de Chine en février 1934 confiait à ses amis ces impressions toutes crues, ce ne pourrait être, n'est-ce pas, qu'un individu taré dont Moscou, Rome et Berlin auraient grassement payé les mensonges défaitistes.

Je regrette, mais ce quelqu'un n'est à la solde ni de Berlin ni de Rome, ni surtout à celle de Moscou. Accusez seulement sa probité lucide, et sa connaissance des choses de l'Extrême-Orient.

Aussi ne vous dirai-je point son nom; vous savez comme moi qu'on l'arrêterait et qu'il n'est plus permis d'être honnête impunément.

Jean Louverné, février 1934  
[inédit].

★

*Or, lisant en 1974 la thèse de Jeannine Kohn-Etiemble intitulée*  
226 Lettres inédites de Jean Paulhan. Contribution à l'étude

du mouvement littéraire en France (1933-1967), *Jean Louverné n'en crut pas ses yeux*, p. 145. Ou plutôt il attribua aux effets parfois singuliers de sa vision monoculaire les lignes d'un certain Etienneble, destinataire de ces 226 lettres, et qui annotaient une lettre où le directeur de La Nouvelle Revue française refusait une petite note, en la qualifiant néanmoins de « très bien ». Il n'en faut pourtant point douter : Jean Louverné lisait fort exactement le texte de Jeannine Kohn-Etienneble, que voici :

Nous avons retrouvé, dans la correspondance d'Etienneble à Jean Paulhan, cette note qui, sans doute, figurait parmi celles dont Jean Paulhan fait ici état :

« *La Chine*, par Jean Escarra (A. Colin).

« Nous regretterions que M. Jean Escarra, sinologue, n'ait pas écrit la première partie (*Passé*) de ce manuel à l'usage du public cultivé; nous regrettons que M. Jean Escarra, conseiller juridique du gouvernement de Nankin, perde le sens critique dès qu'il doit juger le *Présent*, c'est-à-dire, précisément, le gouvernement de Nankin. »

Cette note ne passa point. Pourquoi?

*J'avoue voir mal en quoi ce genre de note serait plutôt destiné à « un journal » ou encore à « un hebdomadaire » qu'à la N.R.F., ce qu'affirmait Paulhan dans sa lettre du 12 octobre 1937. Or il avait publié diverses notes d'Etienneble dont celle-ci :*

LA CHINE SECRÈTE, par Egon-Erwin Kisch (Gallimard).

Il est difficile à qui n'est jamais allé en Chine d'apprécier l'impartialité du livre de Kisch, ce reporter qu'on prétend « frénétique ». Certains parlent déjà de parti pris. Mais le titre ne promet-il pas des informations inédites? A vrai dire, on voudrait bien que Kisch exagérât; par malheur, Ida Treat nous a rapporté, l'an passé, des informations et des photos qui nous font craindre qu'il n'ait raison. Et puis, cette émotion, si sensible à chaque page de l'excellente traduction que nous a donnée Jeanne Stern, faut-il



## ETIEMBLE

### Quarante ans de mon maoïsme

Sous la forme d'une de ces dérisoires « autocritiques » grâce auxquelles, parfois, dans les tyrannies soi-disant communistes, on diffèrait de quelques mois la balle dans la nuque, voici, toutes pièces du procès qu'il s'intente à l'appui, l'examen de conscience d'un de ces imbéciles qui, en 1934, fondèrent à Paris une association de soutien à Mao Tsö-tong : Louis Laloy le catholique, Malraux le « trotskyste », Vaillant-Couturier du P. C. français, deux ou trois autres (dont le signataire).

Par un curieux effet de la « dialectique de l'histoire » (laquelle semble à la réflexion plus contingente que nécessaire), cet examen ne peut s'achever que sur un *P.P.C. du P.C.C.* Pourquoi? Pour deux raisons principales :

La première que, riche en réformateurs audacieux, en philosophes révolutionnaires, la culture chinoise aboutit, sous Mao et sa trop jeune épouse, à la plus monstrueuse entreprise d'obscurantisme jamais menée à bien par quelque tyran que ce soit : la « grande révolution culturelle ». Quand on sait que la disgrâce nouvelle de Teng Siao-p'ing n'est due qu'aux quelques lignes que cet homme lucide écrivit en 1956 pour mettre Mao en garde contre l'orgueil démesuré de ce qui allait devenir la « pensée mao-tsö-tong », on se prend à désespérer : celui qui condamne le mandarinat manifeste ainsi que le *genus irritabile vatum* s'applique au chef de la Longue Marche, et qu'en lui le Roi de France ne pardonne jamais les injures faites au duc d'Orléans. Dommage! Mais il est trop tard pour le psychanalyser, lui qui prétend que l'âme chinoise n'est pas du ressort de Freud...

La seconde raison est plus personnelle : aussi longtemps que j'écrivais de la Chine en *mao* convaincu, je ne publiais que sottises, parfois truffées de ces mensonges honnêtes que commet pieusement tout homme de foi. Cela commença dès 1934; ne dura pas très longtemps; trop longtemps. Depuis que j'ai choisi de penser tout seul, il me semble que j'ai bien mieux servi la Chine et sa révolution, qui était nécessaire. J'ai par exemple écrit, *quelques années trop tôt* en 1969, que Lin Piao était un danger public. Vous voyez bien que je suis un immonde Confucéen, un Linpiaoïste, un Teng Siao-p'ing. Un homme à tuer. Dirai-je que je voudrais mériter cet honneur?

Etiemble

